

La 1^{re} Rep. des Pyr. no 487 mardi 26 mars 46

Que devient

LE CAMP DE GURS ?

LE 12 mars 1939, l'armée républicaine espagnole, écrasée par le nombre et l'abondance de matériel des bandes tranquilles, que renforçaient Allemands et Italiens, battait en retraite. Contrainte d'abandonner la patrie, une importante fraction des troupes franchissait la frontière dans les Basses-Pyrénées. Un grand nombre de soldats étaient blessés ou malades. Les autorités françaises se trouveront brusquement amenées à nourrir, héberger et soigner plus de 20.000 hommes. C'est pour y faire face que fut créé le camp de Gurs.

Après juin 1940, l'écran transforma Gurs en camp de concentration pour les ennemis de son régime. A la libération, le gouvernement de la République y internait les collaborateurs et quelques prisonniers allemands.

Depuis le 2 janvier 1945, Gurs est évacué : une décision ministérielle l'a rayé de la liste des camps de concentration. A l'heure où tant de sinistrés sont sans toit, au moment où la France doit plus que jamais restreindre son train de vie, quiconque joint du plus élémentaire bon sens, se demandera quel parti on va tirer des installations du centre. Il est évidemment bon de prévoir des plans de reconstruction, d'envisager des réalisations grandioses pour l'avenir, nous pensons qu'il est cependant nécessaire d'utiliser dans le présent, ce qui est disponible, ne serait-ce que pour attendre les

jours meilleurs. Aussi à propos du camp de Gurs, nous sommes-nous posés deux questions : que valent ses aménagements ? à quelles fins peuvent-ils servir ?

CE QUI EST UTILISABLE

Outre trois pavillons construits en « dur », ou habitent actuellement le directeur, le sous-directeur et le gestionnaire, un certain nombre de baraques Adrian pourrait servir utilement de logements. Entre autres, deux groupes de ces constructions : un de 12 éléments ou logeait antérieurement les inspecteurs et un autre de 28 ou résidaient les gardes et leur famille. D'autre part, les locaux de la coopérative, de la laiterie, de la boucherie du mess, de l'école et la salle de culture physique, sont utilisables moyennant de légères réfections. En dehors des bâtiments, les aménagements du camp ne sont pas négligeables. On y trouve, en effet, des galeries de captages et des installations filtrantes sur la rive droite du gave d'Oloron, deux stations de pompage, deux postes de verduviation, sans compter un réseau en excellent état, comprenant près de 4 kilomètres de canalisation de refoulement et de distribution. Il existe par ailleurs, des installations sanitaires dont beaucoup de nos petites cités rurales pourraient se montrer envieuses : égouts, fosses septiques, douches, etc. Au point de vue électrique, l'équipement, s'il laisse à désirer, par suite du manque d'entretien, n'en est pas moins appréciable. Qu'on en juge : six postes de transformation de 100 et 60 kw., près de 15.000 mètres de lignes basse-tension, enfin une installation haute-tension, en parfait état. Nous ajouterons que le camp est traversé par 3 kms environ de routes macadamisées et 6 kms d'allées empierrées. Pour assainir le terrain, on a creusé 30 kms de fossés de drainage. Le tout est clôturé par 10 kilomètres de barrières.

Il y a évidemment des réparations à faire. La majeure partie des flots d'internés est à abattre. Il n'en demeure pas moins que le camp de Gurs, avec ses installations, ses ateliers, son garage, son hôpital, son stade, son école, son église, son cimetière, constitue l'infrastructure d'une cité. Trop de nos villes sont réduites en cendres pour nous permettre de négliger ce corps certes malade, mais dont la vitalité est encore suffisante pour revivre.

UNE LIQUIDATION QUI TRAÎNE

De ces explications, on pourrait conclure qu'à l'heure actuelle, le camp de Gurs est un vaste chantier débordant d'activité. Il n'en est, paraît-il, malheureusement rien. Certains avaient pensé qu'avec un minimum de crédits et quelques hommes d'action, la liquidation de ce qui fut un camp de concentration, serait terminée fin janvier. La vérité est toute autre. A l'heure actuelle, en dehors des quelques matériels récupérés par l'autorité militaire, rien ne serait fait. Les flots, d'après un té-

moins, offriraient le spectacle d'un véritable champ de bataille. Entre les baraques éventrées, on voit, précisément, des débris de cuisinières, des vestiges de tables, quelques matelas montrant leurs entrailles et des squelettes de mobilier. Du parc-auto, des salles de douches, de l'appareillage électrique, il ne resterait, aux dires de notre informateur, que les accessoires jugés inutilisables par les récupérateurs bénévoles. En dehors de cette liquidation aussi désintéressée que spontanée, les intempéries se seraient chargées d'éliminer quelques centaines de petites cuisinières, dont bien des jeunes ménages se seraient satisfaits. En un mot, tout ce qui peut présenter un intérêt pour nos populations sinistrées, risque de trouver là, une fin inutile.

Pourquoi ? inertie, absence de responsabilité, désir de prolonger une situation profitable à certains, telles en sont peut-être les raisons. Ne dit-on pas, qu'il reste au camp, comme personnel de garde, un effectif de 30 hommes ? Que sur ces 30 hommes, 8 seulement assurent un service de garde, d'ailleurs bien relâché ?

Il y aurait même, paraît-il, pour ces 30 hommes, un vagnemestre, dont la principale occupation serait de quêrer chaque jour, à Oloron, un courrier de trois lettres.

Est-il exact que sur les 30 gardes demeurant au camp, deux seulement y prennent leur repas et que pour ces deux hommes, il existe un mess et un gérant de mess ? Et si cela est vrai, n'est-on pas amené à se demander combien de rations sont allouées à ce mess ?

PERSPECTIVES D'AVENIR

Il est permis de penser qu'il y a là une situation paradoxale qui aurait besoin d'être mise au point. Il y a certainement moyen d'activer la liquidation et de hâter le reclassement d'un personnel qui n'a plus sa raison d'être. Il semble d'autre part, qu'il soit de la plus extrême urgence de récupérer le matériel de couchage et de cuisine, afin de l'acheminer vers les régions sinistrées. La situation géographique du camp, par ailleurs assez bien desservi par autobus et chemin de fer, permettrait d'envisager son utilisation à bref délai. Il est évidemment indispensable d'abattre la majeure partie des flots d'internés, travail qui rendrait libres près de 50 hectares de terres. Tenant compte, d'une part, des possibilités de cultures de cette superficie disponible et, d'autre part, des ateliers mécaniques, menuiserie, etc., déjà existants, il semble que le camp pourrait servir utilement, soit à un centre d'éducation professionnelle de la jeunesse, soit à une colonie de rééducation de l'enfance délinquante. En tout état de cause, plutôt que d'abandonner des aménagements coûteux et rares à l'heure actuelle, ne vaut-il pas mieux les utiliser d'une quelconque façon, dans la ligne générale de notre plan national d'effort économique ?

Marcel HACLIN.